



PAS À PAS

LETTRE D'INFORMATION ASSOCIATION D'AIDE AUX MIGRANTS - CHERBOURG EN COTENTIN

N° 5 - NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2021

ACTU

Le 9 novembre 1989 le mur de Berlin tombait. Nous nous sommes réjouis. Et à l'instar de Martin Luther KING, nous avons fait un rêve. Plus jamais ça ! Plus de cloisonnement, plus de barrière ! Les frontières seraient une ligne tracée sur une carte. Mais dans la réalité, l'espace serait ouvert, permettant le libre choix de son lieu de vie.

Mais aujourd'hui.... Des murs sont érigés, solidement maçonnés, toujours plus hauts, souvent surmontés de barbelés, «les concertinas». L'Europe plus que jamais forteresse. Tandis que la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne traquent les migrants et les empêchent de pénétrer sur leur territoire, la France, sous pression du Royaume-Uni, leur interdit de sortir et de traverser la Manche qui devient, à son tour, un «cimetière». En effet, c'est par centaines, comme en Méditerranée, que sur des embarcations de fortune, des migrants tentent de gagner la Grande-Bretagne, but de leur exil.

Promenant notre regard vers d'autres régions du monde, que voyons-nous? Encore un mur entre les pays d'Amérique du Sud ou Centrale et les Etats-Unis. Et ailleurs ? Des camps à perte de vue où vivent des mois, des années durant, des hommes, des femmes et des enfants dans des conditions inhumaines et indignes et où leurs droits les plus élémentaires sont bafoués.

Partout s'élèvent des murs administratifs quand toute démarche devient plus complexe et plus incertaine.

Murs de l'isolationnisme, murs du rejet et de la peur de l'autre dans sa différence, murs de la peur du «Grand Remplacement».

Mais aussi des ponts. Petits ponts de bois fragiles ou ponts majestueux et grandioses, véritables œuvres d'art : des ponts pour un passage, pour des rencontres, pour le «vivre ensemble». C'est l'expérience de ces communes, de ces villages, victimes de vieillissement de la population et de l'exode des jeunes, qui ont parié sur l'accueil. Des migrants, parfois isolés, parfois en famille ont redonné vie à ces villages qui se mouraient.

C'est l'expérience de toutes les associations qui, ici ou là-bas, œuvrent pour accompagner quiconque vient d'ailleurs. Comme des ponts, des mains tendues, des regards, des sourires et des mots échangés. Les mots de l'accueil, de la rencontre, du dialogue et de l'écoute au-delà des langues, des cultures, des croyances et des origines. Les ponts d'une humanité partagée, enracinée dans des valeurs universelles. C'est un beau travail de construction, c'est notre travail.

Brigitte LE COUTOUR



© Itinérance

Le port de Cherbourg et son mur de concertinas



© L'auberge des Migrants

IMMIGRATION : FANTASMES ET RÉALITÉ

Au moment où l'immigration se trouve, plus que jamais, au cœur du débat pré-présidentiel, et où, sans s'appuyer sur des données précises, de nombreux concitoyens estiment qu'il y a «trop» d'étrangers en France, qu'ils coûtent «trop» cher, il semble nécessaire de rappeler quelques chiffres.

Une personne sur 10 est immigrée en France ¹, ce qui nous place à la 11^e place des pays accueillant des immigrés dans le monde. On est donc loin de l'avènement d'un «grand remplacement» des populations européennes, blanches et chrétiennes, érigé par certaines personnalités médiatiques que, selon un sondage réalisé par Challenges entre mai et octobre 2021, un grand nombre de Français craindrait.

Autre idée fausse : l'immigration coûterait cher à la France. Idée battue en brèche par une récente étude de l'OCDE publiée en octobre. En France, la contribution budgétaire nette des personnes nées à l'étranger est de 1,02%. Cela signifie concrètement que les taxes, impôts et contributions payés par les immigrés sont un peu plus importants que ce que notre pays dépense pour leur protection sociale, leur santé et leur éducation. De plus, ils occupent des pans entiers de notre économie, dont les plus déficitaires en matière de recrutement (39% des employés de maison, 27% des emplois non qualifiés du BTP, 19% des emplois dans l'hôtellerie-restauration, mais aussi 14% des ingénieurs en informatique et 12% des médecins) ².

Dans la Manche, de nombreux emplois non pourvus pourraient être occupés par de jeunes migrants diplômés après une formation dans les lycées Pro du territoire. Mais n'ayant pas obtenu de titres de séjour, ils ne peuvent travailler.

Il faut donc cesser de centrer le débat autour de l'immigration sur des questions identitaires et sécuritaires, et repenser la politique migratoire. Une véritable politique d'intégration ne serait pas une dépense, mais un investissement, avec retour non négligeable si l'on savait accueillir dignement et garder les immigrés.

¹ source INSEE. ² source DARES

Martine COTE-COLISSON

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

Le 21 octobre, dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire sur les migrations, une délégation d'Itinérance était entendue par Sonia KRIMI, députée de la Manche (LREM) et rapporteuse de la commission présidée par le député de la Haute-Garonne (ancien LREM) Sébastien NADOT.

L'occasion pour Itinérance de faire entendre sa voix sur la déshumanisation des politiques migratoires, les nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain et les solutions qu'elle propose pour y remédier, comme par exemple : la remise en

place de services de proximité dans les sous-préfectures pour un traitement plus rapide des demandes et plus digne des migrants ; la suppression du délai de carence pour l'accès aux soins quel que soit le statut des personnes ; l'augmentation des lits Halte-Santé et la mise en place d'une cellule dédiée aux migrants victimes de polytraumatismes ; l'accès à un CADA* pour tous les demandeurs d'asile, à des cours de français et à une aide psychologique ; l'attribution d'une autorisation de travail pour tout migrant dès lors qu'une procédure est initiée et la remise en place d'un guichet local sur les questions de l'emploi.

Si le rapport d'enquête, remis mardi 16 novembre à l'exécutif, épingle la politique menée par le gouvernement ces dernières années et reprend certaines de nos revendications, bien d'autres questions restent sans réponse.

Cependant, parmi les 30 recommandations du rapport, certaines vont dans le sens de ce que nous demandons depuis de nombreuses années. Notamment l'ouverture de voies légales d'immigration, la suppression du règlement «Dublin», la sortie de l'immigration du seul ministère de l'intérieur pour une gouvernance inter-ministérielle (affaires étrangères, santé, travail, logement), la mise en place d'une alternative à la dématérialisation des dossiers, l'augmentation des places d'hébergement, le renforcement de la formation linguistique, la suppression du délai de carence pour l'accès aux soins des demandeurs d'asile, une meilleure prise en charge des troubles psychiques, une ouverture du droit au travail pour les demandeurs d'asile, dès le dépôt de leur demande.

Malheureusement, alors que la question de la migration s'invite dans le débat électoral et que les messages de haine se multiplient à quelques mois de l'élection présidentielle, ce rapport a bien peu de chance d'être suivi et risque fort d'être relégué au placard comme bien trop souvent.

Itinérance reste mobilisé pour faire entendre sa voix.

Retrouvez l'intégralité du rapport [ICI](#)

* CADA : Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile

Anne CARON

AGENDA

13/12/2021 : Rassemblement du comité de soutien à Mamadou BAH - 18h30 devant la mairie déléguée

14/12/2021 : Conférence de presse «migrations»
17h dans les locaux d'Itinérance

18/12/2021 : Journée Internationale des Migrants
Rendez-vous à 10h30 devant le tribunal de Cherbourg

17/01/2022 : Réunion mensuelle des adhérents
17h45 à la Maison des syndicats

ABÉCÉDAIRE

QU'EST-CE QU'UN IMMIGRÉ ?

Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Si cette personne devient française, elle garde sa qualité d'immigré.

CALAIS : CHRONIQUE D'UN DRAME ANNONCÉ

Vendredi 26 novembre, l'association appelait à manifester suite au drame survenu en Manche. Itinérance, par la voix de Claudie RAULT-VERPREY, a fait une intervention très forte devant les quelques 200 personnes qui avaient répondu à cet appel. Nous vous en livrons le contenu.

«Le drame qui s'est déroulé en Manche le 24 novembre 2021 faisant au moins 27 morts, est un drame redouté comme ceux qui arrivent quotidiennement en Méditerranée depuis des années. En 2021, le ministère de l'intérieur annonce 47 000 tentatives de traversées transmanche et 23 000 traversées fructueuses vers l'Angleterre. Combien d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts ?

Le renforcement des contrôles migratoires ces dernières années, tant en France qu'en Angleterre, ont amené les exilés à trouver d'autres voies que les voies « traditionnelles » (Ferries, voies ferrées...). Ces traversées en « smallboat » sont extrêmement dangereuses. Le trafic transmanche dans le détroit du Pas de Calais est très important et les conditions météo y sont souvent défavorables.

Si les exilés souhaitent se rendre en Angleterre c'est souvent à cause de la langue. En effet beaucoup sont anglophones. Ils y vont aussi parce que bon nombre d'entre eux y ont de la famille ou une communauté prête à les aider, mais aussi, et ce n'est pas la moindre raison, ils tentent cette traversée de la Manche si dangereuse à la recherche d'une protection parce que les conditions d'accueil en Europe sont tellement dégradées que l'Angleterre reste leur seul espoir après un rejet dans beaucoup de pays d'Europe.

Une fois de plus, les politiques se contentent d'annoncer des mesures répressives coûteuses : contrôles renforcés, construction de murs, pose de barbelés, au lieu d'organiser une politique d'accueil digne.

Aujourd'hui, il n'existe aucune voie légale d'immigration vers le Royaume Uni, ce qui fait le bonheur des passeurs. Les accords du Touquet, signés en 2003, font de la France la gardienne de la frontière du Royaume Uni. Avec les accords du Touquet, c'est de l'externalisation des contrôles migratoires dont il est question. Ces accords autorisent la police britannique à être installée sur le territoire français et d'y mener des opérations de contrôle et d'enfermement. Il est temps que la France définisse une véritable politique d'accueil.

Le rapport parlementaire sur les migrations publié ces derniers jours fait état d'une maltraitance d'état sur tous les lieux où il y a des personnes migrantes, ces personnes qui sont mises à l'index au mépris de nos propres lois.

Parlons des démantèlements de squats, de la destruction de toutes les affaires des habitants de ces camps, enfin du peu qu'il leur reste, des hébergements proposés à ces occasions : quelques nuits, 2 ou 3 à des kilomètres des lieux des camps et des possibilités de passage.

On ne doit pas laisser au seul ministère de l'Intérieur la gestion de la vie de personnes humaines.

Quelques exemples : France Terre d'Asile financée à 70% par le ministère de l'Intérieur. L'accès au travail des étrangers passé du ministère du travail au ministère de l'Intérieur.

L'accueil des personnes, hommes, femmes et enfants migrantes doit être de la préoccupation de plusieurs ministères, affaires étrangères, travail, santé, éducation, affaires sociales et ministère de l'intérieur.

Il est urgent de remettre de la dignité et de l'humanité dans le traitement de ces questions.

Il est urgent d'écouter ces hommes et ces femmes, d'entendre leurs souhaits.

On ne se lance pas sur le chemin de la migration à la légère, sans raisons quelles qu'elles soient.

A Cherbourg, comme ailleurs, les conditions d'accueil sont indignes, ce qui provoque ici aussi des tentatives de passage en Angleterre, mais aussi des retours désespérés vers Calais dans l'espoir d'un hypothétique passage. Pas plus tard que la semaine dernière, deux mineurs afghans sont venus à Cherbourg pour tenter de rejoindre leur frère installé légalement en Irlande.

Itinérance revendique l'ouverture de voies de passage sécurisées vers l'Angleterre et l'Irlande pour ceux qui ont des membres de leur famille en situation régulière.

Itinérance revendique la suppression des accords du Touquet.

Enfin, Itinérance revendique ici et ailleurs, un accueil digne et inconditionnel pour tous ces hommes, ces femmes et ces enfants qui ont quitté un pays où ils ne pouvaient plus vivre».



© Pascal BONNIERE / PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP